

LA RÉPUBLIQUE

En Marche !

Cabriès-Calas, le 2 juin 2017

Monsieur,

C'est avec un intérêt certain que j'ai pris connaissance de votre courrier en date du 30 mai 2017.

Face à une société qui doute et se fragmente, les résultats de la dernière élection présidentielle ont fait émerger l'urgence de garder une société unie.

Les français ont au second tour largement exprimé leur volonté de relever -ensemble- un certain nombre de défis : le défi démocratique, le défi social, le défi économique et l'urgence environnementale.

Mais d'une manière générale, l'enjeu du XXIème siècle est de replacer l'Humain au cœur du débat.

Les entreprises de l'Economie Solidaire et Sociale, encore trop méconnues d'un certain nombre de nos concitoyens, s'inscrivent pleinement dans cet objectif et sont d'une importance capitale pour le mener à bien.

La volonté du mouvement **La République En Marche** par lequel j'ai été investi pour les prochaines élections législatives, est justement d'accompagner et de développer l'Economie Sociale et Solidaire qui est un atout pour notre pays.

Pour ce faire, il apparaît primordial dans un premier temps de développer l'information et sensibiliser la jeunesse à l'ESS, en inscrivant par exemple son enseignement sur tout le territoire et dans tous les parcours scolaires et universitaires concernés.

Au-delà, il me semble également indispensable de donner aux entreprises de l'ESS les moyens d'accélérer leur développement. C'est ainsi qu'un certain nombre de mesures seront proposées pour consolider leur modèle et leur donner accès aux dispositifs de Droit Commun. A titre d'exemple, pour leur permettre d'accélérer leur performance économique et leur impact social et environnemental, un « Social Busin**ESS** Act » rassemblera toutes les mesures d'ordre réglementaire et législatif, et ce quel que soit leur statut.

De manière encore plus concrète, nous engagerons une transformation du CICE **ET** du CITS en allègement de charges pérennes, premier pas vers un traitement égalitaire entre les entreprises du secteur privé et toutes les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire.

Je partage également votre point de vue sur la nécessaire coopération entre les entreprises de l'ESS et les différents acteurs et élus locaux. Il apparaît indispensable de créer une véritable synergie entre toutes ces parties sur tous les territoires. Notre volonté est de créer un centre de ressources national pour développer davantage les pôles territoriaux de coopération économique dans toute la France.

Les valeurs de solidarité et d'intérêt général sont les fondements-mêmes de mon engagement politique.

Sachez que l'économie citoyenne a toujours occupé une place prépondérante dans ma vie personnelle ainsi que dans ma vie professionnelle.

Je porte en effet un intérêt tout particulier à ces sujets ayant eu en charge, de par mes fonctions passées de Maire-Adjoint des 13^e et 14^e arrondissements de Marseille, le développement de l'Economie Sociale et Solidaire.

En outre, pour avoir présidé le Comité RSE ainsi que le Club sur le Développement Durable au sein du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables, soyez certain que les enjeux économiques et les problématiques sociétales et environnementales qui y sont liées sont au cœur des projets que je souhaite porter pour notre pays.

En espérant avoir apporté des réponses à vos questions, je reste à votre entière disposition pour une rencontre et ouvert à vos éventuelles propositions sur le sujet.

Dans l'attente, je vous prie de croire Monsieur, en l'expression de ma parfaite considération.

Mohamed LAQHILA

Candidat ***La République En Marche***

Aux élections législatives des 11 et 18 juin 2017

11^e circonscription des Bouches-du-Rhône.